



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU VENDREDI 25 AVRIL 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Ressources Humaines

L'an deux mille quatorze le vingt cinq avril à dix sept heures, *le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.*

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la
délibération:
**Recrutement de
personnels
saisonniers**

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, CARRIERE Christophe, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, BOUCHER Alain, BOUZEREAU Gilbert, CARZOLI Max, CAYMARIS Alain, CERET Stéphan, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Caroline, COLOMBANI Anne-Marie, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEROUX Florence, LE POULAIN Yves, LOEW Grégory, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PELASSY Michèle, PESCE Thierry, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, REIG Laure, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VIGIER Alain

REPRESENTES

Jutta AUGUIN pouvoir à André MENET, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Liliane BOYER

ABSENTE :

VECCHIO Valérie

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le : 25/4/2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise
Affiché le 25/4/2014

Les services de la Communauté d'Agglomération Dracénoise connaissent un surcroît d'activité durant la période estivale dans divers secteurs relevant de leur compétence.

Aussi, conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi n°84-53 du 26.01.1984, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent recruter des agents non titulaires pour exercer des fonctions correspondant à un besoin saisonnier pour une durée maximale de 6 mois pendant une même période de 12 mois.

Il convient donc de créer des postes d'agents contractuels répondant aux besoins des services de la C.A.D. Les recrutements seront effectués par contrat à durée déterminée en application du décret n°88-145 du 15.02.1988 relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale.

- Pour la Direction du Tourisme :

- 5 postes à temps complet
- 10 postes à temps non-complet (30h/hebdo)

rémunérés par référence au 1^{er} échelon du grade d'adjoint administratif de 2^{ème} classe pour exercer les fonctions d'agent d'accueil ;

- 1 poste à temps non-complet (18h/hebdo en mai/juin/septembre et 30h/hebdo en juillet/août) rémunéré par référence au 1^{er} échelon du grade d'adjoint administratif de 2^{ème} classe pour exercer les fonctions d'agent d'accueil et entretien aux jardins des senteurs.

- Pour la Direction des Sports :

Piscines de la C.A.D. (Draguignan, Lorgues, Vidauban et Bargemon)

- 9 postes de maîtres nageurs sauveteurs, titulaires du Brevet d'Etat d'Educateur Sportif des Activités de la Natation (B.E.E.S.A.N.) rémunérés par référence au 6^{ème} échelon du grade d'Educateur de 2^{ème} classe des Activités Physiques et Sportives
- 10 postes de surveillants et sauveteurs aquatique, titulaires du Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique (B.N.S.S.A.) rémunérés par référence au 10^{ème} échelon du grade d'opérateur des Activités Physiques et Sportives,
- 26 postes à temps complet, rémunérés par référence au 1^{er} échelon du grade d'adjoint technique de 2^{ème} classe, pour la tenue des vestiaires et le nettoyage des abords des bassins

Les maîtres nageurs sauveteurs recrutés hors du département du VAR peuvent bénéficier, en cas de besoin, d'un logement à la Résidence étudiants des Moulins à Draguignan, pris en charge par la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

- Pour la Direction Protection et valorisation de l'environnement:

- 2 postes à temps complet rémunérés par référence au 1^{er} échelon du grade d'adjoint technique de 2^{ème} classe pour les déchetteries communautaires.

- Pour la Direction des Affaires culturelles :

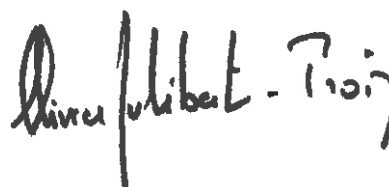
- 1 poste à temps non-complet (24h00/hebdo) rémunéré par référence au 1^{er} échelon du grade d'adjoint du patrimoine de 2^{ème} classe pour exercer les fonctions d'agent d'accueil au Moulin de Callas et au Musée Camos de Bargemon.
- 1 poste à temps complet, rémunéré par référence au 1^{er} échelon du grade d'adjoint du patrimoine de 2^{ème} classe pour exercer les fonctions d'agent d'accueil au musée des A.T.P. de Draguignan.
- Pour la Direction des Transports et mobilités durables :
 - 1 poste à temps complet rémunéré par référence au 1^{er} échelon du grade d'adjoint administratif de 2^{ème} classe pour exercer les fonctions d'agent d'accueil aux transports scolaires.
- Pour la Direction Générale des Services
 - 1 poste à temps complet rémunéré par référence au 1^{er} échelon du grade d'adjoint administratif de 2^{ème} classe pour exercer les fonctions d'agent d'accueil à l'Hôtel communautaire.

Il est demandé au Conseil communautaire d'autoriser la création des postes ci-dessus visés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, par 61 voix pour et 1 abstention (RUDNIK Thierry), décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le vendredi 25 avril 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.